



PRÉFET DE L'AVEYRON

RECEPISSE DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX

**RÉFECTION DE PASSAGES BUSÉS
COMMUNE D'ARGENCES EN AUBRAC
DOSSIER N° 12-2017-00225**

Le préfet de l'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 09 novembre 2017, présenté par **Monsieur VIGOUROUX Jean**, enregistré sous le n° 12-2017-00225 et relatif à la réalisation des travaux de Réfection de passages busés Ø 500 mm ;

VU le rapport du 04 mai 2017 de la cellule d'assistance technique aux zones humides (CATZH) de l'Aveyron ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

Monsieur VIGOUROUX Jean
le bourg
15110 Saint Urcize

concernant la réalisation des travaux de **Réfection de 3 passages busés Ø 500 mm** lieu dit les Escabrin (Lacalm) commune d'Argences en Aubrac.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1. supérieure ou égale à 100m (A) ; 2. supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002 modifié

Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales, définies dans les arrêtés joints au présent récépissé, et particulières ci-après :

- Conformément aux règles de protection de la reproduction de la faune aquatique, les travaux dans le lit mouillé du cours d'eau pourront être réalisés entre le 15 mars et le 01 novembre.
- L'intervention se fera en période de basses eaux et de manière à limiter le plus possible la pollution du cours d'eau par l'entraînement de matières fines naturelles ;
- Le profil en long ainsi que la section hydraulique du cours d'eau ne seront pas modifiés par les travaux ;
- La génératrice inférieure de la canalisation sera positionnée à une vingtaine de cm en dessous du lit du cours d'eau actuel. Cette hauteur sera comblée en fin de chantier avec les matériaux du ruisseau (sables, graviers et pierres) extraits et sélectionnés en cours de chantier de façon à reconstituer un lit « naturel » dans l'ouvrage ;

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie d'Argences en Aubrac où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'AVEYRON durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune d'Argences en Aubrac, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 181-48 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A RODEZ, le 18 décembre 2017
Pour le Préfet de l'Aveyron
Le chef du Service Biodiversité, Eau et Forêt



Laurent LEFEVRE

PJ : Arrêtés du 30 septembre 2014 et 13 février 2002 modifié

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.